

pays commerciaux ne procèdent pas à une réforme de leurs politiques, nous serions obligés de continuer d'accepter la concurrence qu'entraînent les produits subventionnés en provenance de l'étranger tant sur notre marché national que sur nos marchés d'exportation habituels. Et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de tels frais sur une base continuelle. Les efforts en vue de coordonner notre approche avec celle des pays de même tendance, qui ont été concentrés sur la nouvelle série de négociations du GATT, ont permis d'établir, en ce qui concerne la nouvelle série de négociations du GATT, un mandat approprié et axé sur l'avenir.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait publiquement allusion à certaines occasions à une initiative canadienne possible de demander à un groupe d'experts internationaux d'examiner les problèmes de commerce agricole et de recommander des solutions, notamment à court terme. Nous regrettons beaucoup de ne pas être parvenus au consensus nécessaire pour le lancement de ce dernier. Nous voulions nous assurer que les efforts de ce groupe ne donneraient pas seulement lieu à une série de bonnes idées. Nous voulions amener les gouvernements à agir. Néanmoins, les entretiens qui ont eu lieu dans le contexte de cette proposition ainsi que dans d'autres forums tels que les réunions des ministres des pays exportateurs de blé, l'OCDE et autres, ont permis de faire avancer le débat international.

La situation agricole internationale est assurément sombre. J'aimerais pouvoir affirmer que nous voyons à présent la fin du tunnel, mais je crains qu'on ne se méprenne sur l'expression d'une confiance inconditionnelle. Je serai le dernier à nier que l'avenir offre des signes d'espoir. En fait, nous faisons tout notre possible, avec nos partenaires commerciaux, afin de rationaliser la situation en ce qui concerne le commerce agricole. Nous poussons nos partenaires commerciaux à prendre les décisions nécessaires pour apaiser les tensions dans un avenir immédiat. Mais nous devons aussi nous attaquer à certaines des causes premières de la crise dans laquelle nous nous trouvons nous-mêmes. Selon nous, les négociations du GATT sont utiles afin de redonner vigueur au système international de commerce agricole pour les décennies à venir.

Les négociations sont maintenant officiellement lancées. Fait plus important, en ce qui concerne l'agriculture, nous avons obtenu un engagement de libéraliser le commerce agricole et " d'assujettir toutes les mesures touchant l'accès à l'information et la concurrence à